

ARRÊTÉ DU **26 FEV. 2026** METTANT EN DEMEURE LA SOCIÉTÉ EDF DE RESPECTER
DES DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES APPLICABLES AU STOCKAGE DE FIOUL DE LA
CENTRALE ÉLECTRIQUE SITUÉE SUR LA COMMUNE DE BRENNILIS (29690)

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6 à L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

VU le décret du 28 avril 2025, nommant M. Louis Le Franc, préfet du Finistère ;

VU l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral n°96/0116 du 16 janvier 1996 autorisant la société EDF (CETAC) à exploiter sur le site des Monts d'Arrée à BRENNILIS, trois turbines à combustion et un dépôt de liquides inflammables ;

VU le plan d'opération interne du site EDF (CETAC) de BRENNILIS ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement du 2 février 2026 établi à la suite de sa visite du 23 décembre 2025 de la centrale électrique exploitée par la société EDF (CETAC) sur la commune de BRENNILIS ;

VU la réponse de l'exploitant en date du 16 février 2026 au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDÉRANT que la société EDF (CETAC) est autorisée à exploiter à BRENNILIS un établissement classé Seveso Seuil Bas selon la directive européenne 2012/18/UE du 4 juillet 2012 dite « Seveso 3 » ;

CONSIDÉRANT que l'article 1 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé précise que : « le présent arrêté s'applique [...] à tout exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté non mentionnée ci-dessus et utilisant, produisant, traitant ou rejetant des substances per- ou polyfluoroalkylées » ;

CONSIDÉRANT que le site EDF (CETAC) de BRENNILIS abrite une cuve de 15 m³ d'émulseur contenant des PFAS en quantité supérieure aux seuils définies dans le règlement européen CE n°2019/1021 sur les polluants organiques persistants ;

CONSIDÉRANT qu'EDF (CETAC) n'est pas en mesure d'écarter une possible contamination des sols due à des exercices réalisés avec présence de mousse ou à une perte accidentelle ;

CONSIDÉRANT que l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé précise que : « l'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale » ;

CONSIDÉRANT que l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé précise que : « pour les établissements soumis à autorisation au titre de rubriques non mentionnées ci-dessus, la première campagne est réalisée au plus tard neuf mois à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté » ;

CONSIDÉRANT qu'EDF (CETAC) n'a pas initié la campagne de prélèvement au jour de la visite d'inspection ;

CONSIDÉRANT que l'article 43-3-3 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé précise que : « Lorsque l'exploitant dispose des moyens lui permettant de réaliser les opérations d'extinction des scénarios de référence du point 43-1 du présent arrêté sans l'aide des secours publics, la définition du taux d'application et la durée de l'extinction respectent a minima les valeurs données en annexe V du présent arrêté » ;

CONSIDÉRANT que l'annexe V de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé précise un taux d'application forfaitaire de 4 litres par mètre carré et par minute pour l'extinction d'un feu de réservoir en utilisant un moyen d'application réalisant une application douce telle qu'une « boîte à mousse » ;

CONSIDÉRANT que le jour de la visite, l'exploitant a précisé à l'inspection que le débit délivré au niveau des boîtes à mousses de ses réservoirs de fioul domestique est inférieur au taux d'application réglementaire défini à l'annexe V de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant prévoit des travaux sur son réseau hydraulique afin de répondre aux exigences de l'article 43-3-3 de l'arrêté susvisé et propose des moyens compensatoires adaptés pendant cette période ;

CONSIDÉRANT que l'article 43-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé précise que : « dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence [...] feu d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté dont les effets, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, sortent des limites du site ;

CONSIDÉRANT que l'aire de dépotage utilisée pour l'alimentation des réservoirs de fioul domestique est à considérer tel un équipement annexe aux stockages ;

CONSIDÉRANT que la modélisation des effets thermiques associée à l'aire de dépotage met en évidence des effets, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ;

CONSIDÉRANT que l'article 43-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé précise que : « Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie. Ce plan comprend :-les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne prévu par l'article R. 181-54 du code de l'environnement, lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ; -les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à

l'article 43-2-3 et au deuxième alinéa de l'article 43-3-1 du présent arrêté. Cette partie peut être incluse dans l'étude de dangers du site ou dans le plan d'opération interne de l'établissement lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document » ;

CONSIDÉRANT que les documents prévus par l'article 43-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé n'ont pas été présentés le jour de la visite d'inspection et ne sont pas disponibles ni dans le plan d'opération interne du site, ni dans l'étude de dangers en vigueur ;

CONSIDÉRANT que l'article 43-2-3 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé précise que : « en cas d'usage par l'exploitant de moyens semi-fixes ou mobiles dans le cadre de cette stratégie, l'adéquation aux moyens humains associés est démontrée, notamment en ce qui concerne :

- la cinétique de mise en œuvre eu égard à la cinétique de développement des phénomènes dangereux ;
- l'exposition au flux thermique du personnel amené à intervenir qui ne peut excéder 5 kW/m² compte tenu de la surface en feu. Une valeur supérieure de flux thermique peut être acceptée, sans toutefois dépasser la dose de 1 800 (kW/m²)^{4/3}. s ni la valeur de 8 kW/m², sous réserve que l'exploitant démontre qu'il possède l'équipement et l'entraînement nécessaires pour une telle intervention ;
- la portée des moyens d'extinction par rapport aux flux thermiques engendrés » ;

CONSIDÉRANT que les canons mobiles situés de part et d'autre de l'aire de dépotage constituent des moyens semi-fixes et n'ont pas fait l'objet d'une démonstration d'adéquation aux moyens humains prévue par l'article 43-2-3 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé ;

CONSIDÉRANT par ailleurs que les canons mobiles sont situés dans des zones d'effets thermiques supérieures à 8kW/m², ce qui ne permet pas la présence de personnel pour leur manœuvre conformément aux dispositions prévues par l'article 43-2-3 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'article 43-2-5 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé précise que : « Des personnes désignées par l'exploitant chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées » ;

CONSIDÉRANT que le POI de l'exploitant prévoit, pour le scénario d'incendie au niveau de la zone de dépotage camion, une mise en œuvre manuelle de deux canons à mousse délivrant un débit unitaire de 1000 l/min ;

CONSIDÉRANT que la mise en place d'un canon à mousse nécessite des manœuvres humaines d'orientation et de réglage de puissance du canon en fonction de la localisation précise du feu, de la technique d'attaque et du vent ;

CONSIDÉRANT que le personnel de la société EDF (CETAC) n'est ni formé, ni habilité, ni équipé pour l'utilisation d'un canon à mousse en cas de survenue d'un feu développé au niveau de l'aire de dépotage ;

CONSIDÉRANT que la défense contre l'incendie constitue un enjeu important du site en matière de prévention de la pollution et des risques liés au stockage de produits pétroliers ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société EDF (CETAC) de régulariser sa situation ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : RÉGULARISATION

La société EDF (CETAC) est mise en demeure, pour sa centrale électrique qu'elle exploite sur la commune de BRENNILIS, de régulariser sa situation en se mettant en conformité vis-à-vis des dispositions :

- de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : SANCTIONS

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 3 : INFORMATION DES TIERS

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Finistère pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 4 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rennes par voie postale ou par l'application Telerecours citoyens dans un délai de deux mois suite à la date de notification du présent arrêté.

Il peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Finistère ou hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

À compter de sa notification et en vue de l'information des tiers, conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Finistère pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 5 : EXÉCUTION

Le Secrétaire général de la préfecture du Finistère, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société EDF et dont une copie sera adressée au maire de BRENNILIS.

Le Préfet,


Louis LE FRANC

Destinataires :

Sous-préfecture de Châteaulin, Mairie de BRENNILIS

DREAL UD 29 ,société EDF